

Arrêté n°ADE-2018-009

Prescrivant la modification simplifiée n°1 du
Plan Local d'Urbanisme du Broc

Le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération AGGLO PAYS D'ISSOIRE en charge de l'urbanisme,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-45 à L153-48 régissant la procédure de modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2016 portant création de la communauté d'agglomération Agglo Pays d'Issoire et validant ses statuts, notamment la compétence « *plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale* »

VU la délibération du conseil municipal du Broc en date du 25 août 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme

VU la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du conseil municipal du Broc du 20 février 2015

VU la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du conseil municipal du Broc du 20 février 2015

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'adapter le règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme du Broc, et notamment les dispositions relatives aux occupations du sols autorisées de la zone AUj.

CONSIDERANT que ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée dans la mesure où elles n'auront pas pour conséquence :

- 1) Soit de changer les orientations définies dans le rapport de présentation du PLU
- 2) Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière
- 3) Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 9 janvier 2017 désignant Monsieur David COSTON comme Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Agglo Pays d'Issoire en charge de l'urbanisme,

VU l'arrêté de l'Agglo Pays d'Issoire n°2017-012 du 6 février 2017 portant délégation de fonction à Monsieur David COSTON

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Il sera engagé la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la commune du Broc.

ARTICLE 2 :

Cette modification simplifiée concerne la modification des dispositions applicables à la zone AUj (article 2).

ARTICLE 3 :

Le projet de modification simplifiée et l'exposé des motifs seront mis à disposition du public pour une durée d'un mois.

ARTICLE 4 :

Toute information relative à la présente modification simplifiée peut être demandée auprès de Madame Emilie BARGE, responsable Urbanisme-Planification à l'Agglo Pays d'Issoire (Résidence Le Postillon n°4 – Place du Postillon – 63500 Issoire – Tél. : 04 73 55 90 48).

ARTICLE 5 :

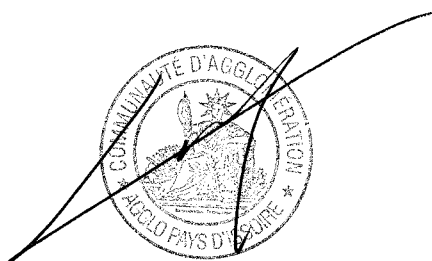
Cet avis sera affiché au siège de l'Agglo Pays d'Issoire, à la mairie du Broc et publié par tout autre procédé en usage dans la commune.

ARTICLE 6 :

Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de l'Agglo Pays d'Issoire et en Mairie du Broc durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé sur le département. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de l'Agglo Pays d'Issoire.

Issoire, le 25 juillet 2018

Pour le Président, Jean-Paul Bacquet
et par délégation,
Le Vice-Président Urbanisme, David COSTON



DELAIS ET VOIE DE RECOURS : Conformément à l'article 421-1 du Code de justice administrative le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre la présente déclaration pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa notification et/ou de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.